



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **ALGERIE : LE CALME AVANT LA TEMPETE ?**

Luis Martinez

(Directeur de recherche au CERI-Sciences Po)

Les autorités algériennes portent un regard inquiet sur la Libye. En effet, le pays partage un certain nombre de similitudes avec son voisin : une rente pétrolière supposée le protéger des révoltes ; des islamistes libérés après avoir été vaincus et emprisonnés ; une population exaspérée ; des conditions de vie difficiles. Les dirigeants algériens escomptaient un enlèvement de l'Otan en Libye où ils espéraient jouer le rôle d'un allié indésirable mais incontournable, à l'instar du Pakistan en Afghanistan. Mais la fin tragique de Kadhafi a sonné le glas de cette vision. La Libye « libérée » suscite des interrogations en Algérie. Pourquoi, à l'inverse de ce qui s'est produit en Tunisie, en Egypte ou en Syrie, la révolte libyenne a-t-elle aussi rapidement tourné à l'insurrection ? Le scénario libyen est-il à même de se reproduire en Algérie ? Certes, Alger n'est pas Tripoli et le président Abdelaziz

Bouteflika n'inspire pas à son peuple un sentiment de détestation aussi violent que celui que Kadhafi éveillait chez les Libyens. En revanche, si révolte il y a, elle pourrait fort bien ne pas s'apparenter au mode sacrificiel des manifestants syriens mais, bien plus, à celui de l'insurrection libyenne.

Mais pour l'heure et contre toute attente, l'Algérie ne se soulève pas. Même si des centaines de manifestations sont organisées, pour l'instant, aucune n'a débouché sur un mouvement de masse. La plupart de ces rassemblements sont sectoriels et revendiquent, non pas le départ du président, mais des augmentations de salaire ! Alors que l'on cherche à comprendre comment la Tunisie et l'Egypte sont parvenues, de façon inattendue, à chasser leurs chefs de l'Etat respectifs, on s'interroge sur l'incapacité de l'Algérie à produire une action collective pacifique qui soit à même de la faire basculer, elle aussi, dans le camp des pays en transition.

### **DES EMEUTES RECURRENTES**

Des émeutes secouent régulièrement le pays. Pourtant, aucune n'est parvenue à impulser une dynamique de révolte de nature à catalyser les griefs et les doléances qui traversent la société algérienne. Ainsi, en 2004, le prix administré du gaz butane connaissait une importante augmentation, passant de 170 à 300 dinars (soit de 1,7 à 3 euros) la bombonne. En janvier 2005, des soulèvements qualifiés par la presse d'émeutes du gaz, éclataient dans la *wilaya* de Djelfa<sup>1</sup> et s'étendaient au Centre et à l'Ouest du pays. Depuis cette date, le Sud est également l'objet de soulèvements réguliers animés par un sentiment d'injustice : comment accepter l'idée que les hydrocarbures qui constituent la principale source de revenus extérieurs du pays soient contrôlés, gérés et distribués par les élites de la capitale perçues comme étrangères ? Pour la première fois, la population revendique le droit de contrôler la principale ressource nationale et réclame des comptes aux gouvernements successifs quant à leurs choix économiques. Pourquoi la région la plus riche en ressources énergétiques n'est-elle pas mieux dotée en infrastructures civiles ?

Il est inquiétant de constater que les émeutiers font un lien entre cette injustice et leur identité berbère. Ainsi, en mai 2008, dans la vallée du Mزاب, la ville de Berriane devenait le symbole de l'affrontement entre Arabes et Berbères. Les rues de la ville voyaient s'opposer des individus convaincus qu'il existait un lien entre le montant des retombées de la richesse pétrolière et l'appartenance ethnique ou raciale. Après la contestation et la violence des islamistes, de la Kabylie au Mزاب, advenait le temps de la revanche des campagnes. En

---

<sup>1</sup> Département situé sur les Hauts-Plateaux, à 300km d'Alger et qui regroupe 1,5 million d'habitants.

2006, selon une étude de l'Agence nationale de l'aménagement du territoire (ANAT) réalisée pour le compte du ministère de l'Emploi et de la Solidarité nationale, plus de 177 des 1 200 communes que compte l'Algérie étaient considérées comme défavorisées. Elles se situaient, pour 11% dans les régions du Nord ; pour 53% dans celles des Hauts-Plateaux et pour 36% dans le Sud. Sur ces territoires, le revenu des ménages était compris entre 5 000 et 10 000 dinars par mois, soit de 50 à 100 euros. Entre 1989 et 2003, le salaire moyen a diminué de 20% : « engendrant un sentiment d'appauvrissement qui ne s'est pas dissipé quand la situation économique s'est améliorée et que des augmentations de salaire ont été effectuées »<sup>2</sup>. Traumatisée par l'effondrement du prix du baril de pétrole en 1986, les Algériens ont gardé de cette période la conviction que la richesse pétrolière était de nature aléatoire. Dans les années 1990, un quart de la population était considéré comme pauvre ; 4 millions de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec 1 dollar par jour, et 22% des habitants étaient privés d'un accès à l'eau potable.

En 2011, épuisée par la guerre civile, la population n'a ni la force ni l'énergie de se révolter. Plutôt que de chercher à renverser le président, les salariés ont préféré s'emparer du contexte révolutionnaire de la région pour négocier des augmentations de salaire. A la différence de l'UGTT tunisienne qui a basculé du côté des opposants au régime de Ben Ali, les syndicats algériens ont défendu les différentes catégories de salariés, privant ainsi les sans-emploi d'un remarquable outil de mobilisation. De fait, force est de constater que, depuis 2003, le gouvernement consacre 50% de la fiscalité pétrolière (soit environ 13% du PIB) aux transferts sociaux (770 milliards de dinars, soit 75 milliards d'euros) afin de corriger les effets destructeurs du contrechoc pétrolier (1986-2001). Les résultats sont là : le taux de pauvreté est tombé à 4,9% de la population totale pour 12,1% en 2000. Il reste que, si la population est moins pauvre, la précarité reste le lot de la majorité des citoyens : 4 millions de personnes, soit la moitié des actifs, ne disposent d'aucune protection sociale et sont employés dans l'économie informelle (secteur des services, agriculture et bâtiment). Enfin, n'oublions pas qu'en l'espace d'une décennie, 500 000 jeunes, constatant que le taux de chômage augmentait avec le niveau d'études, ont quitté prématurément le système scolaire sans aucune formation. En effet, 17% des chômeurs sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

---

<sup>2</sup> PNUD, *Rapport national sur le développement humain 2006*, p. 32.

## LES AVANTAGES D'UNE RENTE PETROLIERE

En 2010, le gouvernement disposait d'un fonds de réserve de 150 milliards de dollars qui résultait de la hausse vertigineuse du prix du pétrole entre 2002 et 2008. Par ailleurs, en 2007, les recettes des exportations avaient atteint la somme de 56 milliards de dollars puis, en 2008, le montant record de 81 milliards de dollars. Jamais, depuis le début de sa jeune histoire, l'Etat n'a disposé de ressources financières aussi importantes. Le troisième choc pétrolier a permis de rembourser rapidement la dette (qui s'élevait à 30,47 milliards de dollars en 1998 – 63,2% du PIB – pour 4 milliards de dollars – 2,39 % du PIB – dix ans plus tard), de relancer un programme de grands chantiers d'infrastructures civiles et, surtout, de reconstruire un semblant de cohésion nationale mise à mal par les années de guerre civile. Dans un contexte de croissance économique et d'abondance financière retrouvée, le PIB est passé de 1 600 dollars par an et par habitant à 4 593 dollars entre 1999 et 2010. Enfin, le chômage a fortement diminué, passant dans le même temps de 30% à 13% de la population active.

Le traumatisme de la guerre civile hante toujours les familles algériennes qui ne souhaitent pas s'engager dans un processus de contestation politique et craignent le retour du climat de violence. Les autorités exploitent habilement cette peur. A la différence de ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte, les parents algériens ne soutiennent donc pas leurs enfants lorsque ceux-ci manifestent. Autre différence entre l'Algérie et ses voisins, nul ne croit pas que le départ de Bouteflika annoncerait pour autant l'avènement de la démocratie. Les révoltes du début des années 1990 ont conduit à la mise en résidence surveillée de l'ancien président (1980-1991) Chadli Bendjedid à la suite de la victoire du FIS. Celui-ci y est toujours et l'Algérie n'est pas pour autant une démocratie. Chacun est conscient du fait que le président ne constitue que l'un des éléments du pouvoir et qu'il ne saurait y avoir de véritable transition sans l'aval de l'armée. Quant à l'idée de se battre contre cette dernière, plus personne n'y pense depuis la défaite de la guérilla islamiste. Enfin, la passion du politique qui caractérisait l'Algérie et en avait fait un pays précurseur dans la transition démocratique (1989-1991) s'est éteinte. La guerre civile a broyé la classe politique. Les vainqueurs ont mis en place un système clientéliste dont la fonction n'est pas de prendre en charge les doléances de la population mais, bien au contraire, de consolider les privilèges et les prérogatives de la classe dominante. Pour la population, les partis ne servent à plus rien. La présidence de Bouteflika s'est construite sur le retour de « l'homme providentiel » et non sur l'édification d'institutions politiques capables d'aider la société algérienne à résoudre pacifiquement ses conflits. La population a très bien compris cela, aussi ne réclame-t-elle pas le départ du chef de l'Etat mais la redistribution des surplus de la rente pétrolière.

Et pourtant, le discours de Bouteflika confirme les inquiétudes sur son état de santé. Considéré comme malade, affaibli et vulnérable, il semble être une victime facile mais cela n'est qu'une apparence car le régime qu'il représente dispose de très sérieux atouts pour résister à un *tsunami* démocratique. Tout d'abord, le ministère de l'Intérieur est rompu à la gestion des situations de crise qui secouent le pays depuis les années 1980. Les effectifs de la police s'élèvent à près de 200 000 personnes sont bien équipées et qui bénéficient de moyens considérables. Sous Bouteflika, la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) rivalise avec les tout puissants services de l'armée. Une révolution sécuritaire a eu lieu dans le pays à l'insu de tous ; l'armée n'a plus le monopole des moyens de contrôle et de coercition. Cette montée en puissance de la DGSN explique, pour certains observateurs, l'assassinat de son directeur, le 25 février 2010.

Au niveau international, à la différence de la Tunisie et de l'Égypte, l'Algérie dispose d'une rente pétrolière qui la met à l'abri des pressions que pourrait exercer la communauté internationale : 10% de l'approvisionnement en gaz de l'Union européenne proviennent d'Algérie. Les ressources du pays ne dépendent ni de l'industrie touristique ni de la rente du Canal de Suez, Alger ne reçoit pas d'aide comparable à celle que fournit l'armée américaine à l'armée égyptienne. Enfin, face à la solidité du régime, l'opposition apparaît comme atone, incapable d'offrir une alternative crédible. C'est dire que l'Algérie n'aurait aucun problème à résister à la pression internationale.

## **UN VIDE POLITIQUE INQUIETANT**

Les forces démocratiques sont-elles capables d'initier des actions collectives susceptibles de déboucher sur la reconnaissance de leurs revendications ? La coordination nationale pour le changement et la démocratie pourrait-elle parvenir à structurer le combat au nom de la démocratie ? Il lui faut trouver un mode opératoire original et surtout approprié à l'Algérie car exiger le départ du président Bouteflika ne garantirait en aucun cas une transition démocratique. Entre 1999 et 2009, ce dernier, aidé par l'augmentation du prix du pétrole, est parvenu à sinon restaurer la légitimité des institutions tout au moins à garantir un retour à l'ordre dans les affaires. Cependant, sa volonté de poursuivre, en 2009, « l'œuvre » entamée en 1999, a soulevé doutes et inquiétudes. Son écrasante victoire à l'élection présidentielle de mai 2009, avec 90% des suffrages, était prévisible. Puisque les rivaux du président-candidat ne disposaient ni de l'appareil d'Etat ni de la logistique d'un grand parti politique populaire, le scrutin ne pouvait déboucher que sur un plébiscite en faveur du président sortant.

Abdelaziz Bouteflika souhaite faire revivre la fiction du président populaire sur le modèle de Houari Boumediene (1965-1979). Aussi, l'enjeu de l'élection a-t-il davantage porté sur le taux de participation. Celui-ci, qui s'est élevé à 74,11%, a suscité des interrogations. En 1999, le vote pour Bouteflika s'expliquait par la volonté de tourner la page des années de violence et d'oublier le drame de la guerre civile. En revanche, en 2009, le plébiscite présidentiel a consisté à faire croire que la nation disposait d'un chef d'Etat fortement soutenu par sa population : avec le retour de l'abondance financière, Bouteflika ressuscitait le boumediénisme. Pourtant, comme le soulignent certains observateurs, si, dans les années à venir, le cours du baril de pétrole retombait en dessous de 70 dollars, « l'économie algérienne serait confrontée à un véritable séisme, pouvant entraîner des licenciements massifs<sup>3</sup> ». Depuis 1999, à l'exception du remboursement de la dette, l'Algérie n'a pas su sortir de la dépendance énergétique. Les hydrocarbures représentent toujours plus de 95% de ses revenus extérieurs et l'économie n'est pas suffisamment diversifiée. Préoccupé, à juste titre, par la réconciliation nationale après la guerre civile (1991-1999), le président a mis en œuvre une politique d'amnésie qui a fonctionné : le drame de la guerre civile est enfoui dans la mémoire collective et personne n'a intérêt à le faire resurgir. La peur des responsabilités mutuelles a paralysé les protagonistes d'hier. La plaie s'est refermée sans avoir été préalablement désinfectée...

Le désir du président d'entrer dans l'histoire comme le « sauveur » de l'Algérie masque son incapacité à bâtir des institutions politiques légitimes. Le renouveau du clientélisme peut fonctionner momentanément grâce aux revenus du pétrole. Mais les problèmes demeurent : dépendance pétrolière, faiblesse des institutions, chômage, corruption, etc. Autant d'ingrédients qui sapent les bases de la stabilité future. La très forte abstention lors des scrutins législatifs montre que, pour les électeurs algériens, les partis politiques ne représentent pas la société mais sont les instruments d'un système qui leur accorde une faible marge de manœuvre. Ainsi, l'absence d'institutions démocratiques, davantage que le troisième choc pétrolier, alimente les inquiétudes car, comme le souligne le sociologue algérien Zoubir Arous, « il n'y a plus de forces organisées capables de mener des changements pacifiques. C'est donc la voie ouverte au changement par le chaos<sup>4</sup>. »

Lors des élections législatives de mai 2007, les éditorialistes ont souligné l'urgence de restaurer le lien entre électeurs et dirigeants politiques. Or le taux national de participation s'est élevé à 35,51%, soit l'un des plus faibles enregistrés depuis l'indépendance. Pis

---

<sup>3</sup>Chems Eddine Chitour, « Troisième contrechoc pétrolier. Que doit faire l'Algérie ? » *L'Expression*, 24 novembre 2008.

<sup>4</sup> *El Watan*, 20 mai 2007.

encore, selon Karim Tabou, premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS) qui avait appelé au boycottage du scrutin, le taux « réel » de participation aurait même été inférieur à 20%. Dans une chronique pertinente « Voter pour qui, pourquoi ?<sup>5</sup> », un éditorialiste algérien soulignait que les électeurs « sanctionnent l'absence de politique et la transformation des partis en simples appareils et courroies du système... Cela suppose que l'on sorte des logiques de façade pour aller vers une démocratisation réelle et effective ». La très forte abstention a montré l'incapacité des formations à mobiliser des électeurs, faisant apparaître les partis comme un simple instrument au service d'un système clientéliste qui ne répond plus aux attentes du peuple.

Si la guerre en Libye a agi comme un repoussoir pour la société algérienne, le Maroc est sans doute un espoir. Les réformes promises par le Roi Mohammed VI obligent Alger à se réformer : prise en compte de la révolution démocratique tunisienne et les réformes constitutionnelles marocaines, l'Algérie ne pourra demeurer longtemps dans ce calme trompeur.

---

<sup>5</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 19 mai 2007.